

Dossier n° : 29773839

Démarche : Appel à projets APDOM8- Agir en faveur de la santé mentale des jeunes ultramarins - Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ)

Organisme : Fonds d'expérimentation pour la jeunesse

Ce dossier est **en instruction**.

Historique

Déposé le : 12/03/2026 18:22

En instruction le : 13/03/2026 00:01

Identité du demandeur

Email : bonjour@enavanttoutes.fr

SIRET : 81243402500035

SIRET du siège social : 81243402500035

Dénomination : EN AVANT TOUTE(S)

Forme juridique : Association déclarée

Libellé NAF : Action sociale sans hébergement n.c.a.

Code NAF : 88.99B

Date de création : 12 décembre 2013

État administratif : en activité

Effectif (ISPF) : 20 à 49 salariés

Code effectif : 12

Numéro de TVA intracommunautaire : FR62812434025

Adresse : EN AVANT TOUTE(S)

9 RUE DE VAUGIRARD

75006 PARIS
FRANCE

Numéro RNA : W751222380

Titre	: EN AVANT TOUTE(S)
Objet	: lutter pour l'égalité des genres et la fin des violences faites aux femmes, en prévenant les violences sexistes et en accompagnant les personnes qui en sont victimes
Date de création	: 12 décembre 2013
Date de publication	: 21 décembre 2013
Date de déclaration	: 19 septembre 2023

Formulaire

Informations

Vous êtes sur le point de candidater à l'appel à projets " Agir en faveur de la santé mentale des jeunes ultramarins "- APDOM8 du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ)

Avant de candidater, veuillez consulter les documents de l'appel à projets (cahier des charges et le règlement relatif aux modalités d'attribution des subventions d'expérimentation du FEJ). Ces documents sont téléchargeables à la fin du formulaire.

Le présent formulaire se compose de plusieurs parties qui vous permettront de présenter votre projet.

N'oubliez pas de joindre les documents demandés à la fin du formulaire.

Eligibilité

L'appel à projets s'adresse aux acteurs et aux structures suivantes :

- Acteurs associatifs, notamment les associations de jeunesse et d'éducation populaire, les associations engagées dans l'accompagnement de jeunes et d'équipes en santé mentale ;
- Collectivités territoriales ;
- Structures d'accompagnement des jeunes (missions locales, réseaux d'information jeunesse, associations d'aide à la création d'entreprise, etc.) ;
- structures qui favorisent l'accueil des ultramarins en Hexagone ;
- Établissements publics de santé ;
- Structures éducatives (centres de formation gérés par un organisme de gestion publique, etc...).

Cette liste n'est pas exhaustive. En revanche, les organismes non habilités à percevoir des financements publics sont exclus du bénéfice de cet appel à projets ainsi que les entreprises du secteur marchand.

Financement

La contribution du FEJ ne peut excéder 80% du budget prévisionnel dans les départements et régions d'Outre-mer ainsi que dans les territoires de la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna et la Nouvelle-Calédonie.

Les candidatures qui ne respecteront pas cette modalité ne seront pas instruites.

1. Etes-vous éligible ?

Type de structure

Association

2. VOTRE STRUCTURE - Identification

Nom

En avant toute(s)

Sigle

EAT

Code APE

Non applicable

Adresse du siège

9 Rue de Vaugirard 75006 Paris

Code INSEE :

75106

Code Postal :

75006

Département :

75 – Paris

Complément d'adresse

Non communiqué

Code postal

75 006

Ville

Paris 6e Arrondissement (75006)

Code Postal :

75006

Département :

75 – Paris

Adresse de correspondance, si différente

Non communiqué

Région

Île-de-France

Téléphone

06 63 12 40 45

Adresse électronique

bonjour@enavanttoutes.fr

Adresse site internet

<https://enavanttoutes.fr/>

Date de création de la structure

12 décembre 2013

Nombre de salariés

27

Dont équivalents temps plein (ETP)

22,9

Nombre de bénévoles

84

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ?

Non

Montant du budget annuel de la structure pour le dernier exercice approuvé

1 487 194

Avez-vous déjà été subventionné par le FEJ ?

Non

3. VOTRE STRUCTURE - Responsable de la structure**Civilité**

Mme

Nom

BERETS

Prénom

Anne

Fonction

Présidente

Téléphone fixe

06 63 12 40 45

Téléphone portable

06 63 12 40 45

Courriel

anne@enavanttoutes.fr

4. VOTRE STRUCTURE - Responsable du projet**Civilité**

Mme

Nom

MACIEL

Prénom

Romane

Fonction / Spécialité

Chargée de partenariats et reporting

Téléphone fixe

06 52 54 65 52

Téléphone portable

06 52 54 65 52

Adresse électronique

romane.m@enavanttoutes.fr

5. VOTRE STRUCTURE - Equipe projet

Combien de salariés seront mobilisés spécifiquement sur ce projet ?

4,2

Combien de bénévoles seront mobilisés spécifiquement sur ce projet ?

0

Présentation de l'équipe mobilisée spécifiquement sur le projet

L'équipe mobilisée pour ce projet constitue une unité opérationnelle pluridisciplinaire, alliant expertise de l'accompagnement et ingénierie de terrain. L'équipe est composée de 11 écoutant·es issu·es du secteur psychosocial (psychologie, travail social, droit). En lien direct, le pôle Développement assure l'accessibilité du dispositif : une responsable de pôle coordonne une chargée de sensibilisation et une chargée d'événementiel pour les actions de terrain, ainsi que deux chargées de communication dédiées à la stratégie numérique. Ce dispositif est complété par une personne en service civique et une stagiaire, renforçant la médiation de pair-à-pair. L'ensemble de l'équipe possède une expérience confirmée, garantissant une synergie entre la création de flux via les leviers de communication/événementiel et la qualité de la prise en charge psychosociale des jeunes ultramarin·es.

Informations annexes

Veillez à joindre les CV du responsable de la structure et des membres de l'équipe "projet" à la fin de ce formulaire dans la partie dédiée aux documents utiles.

6. PRESENTATION DU PROJET

Dans quel axe expérimental votre projet s'inscrit-il principalement ?

Axe 2- Prévenir l'isolement géographique, social et culturel des jeunes ultramarins

Quelle est la nature de votre projet expérimental ?

Projet émergent dont l'objectif est celui d'apprécier les conditions de mise en œuvre

Titre de votre projet

Expérimentation d'un parcours de santé mentale aux Antilles : de la prévention numérique et la médiation culturelle vers l'écoute et l'accompagnement des jeunes.

Résumé de votre projet (20 lignes maximum - 1 000 caractères)

Ce projet expérimente aux Antilles un dispositif innovant pour lever les barrières d'accès au soin des jeunes face aux violences sexistes et sexuelles et à la détresse psychique. Dans des territoires marqués par l'isolement géographique et l'interconnaissance, les jeunes peinent à solliciter de l'aide des structures classiques. Pour répondre à ces freins, l'association déploie un modèle hybride : le dispositif repose sur un service d'écoute et de visio-consultation animé par des professionnel·les psychosociaux·ales déterritorialisé·es, garantissant l'anonymat. Cet outil est rendu accessible par une médiation culturelle itinérante, via le Musée National du Patriarcat et des sensibilisations auprès des scolaires, des étudiant·es et des professionnel·les, qui utilisent le détour pédagogique pour aborder les violences. Ce continuum transforme la visibilité numérique et l'interaction physique en une passerelle sécurisée vers un accompagnement spécialisé.

Est-ce un projet nouveau pour votre structure ?

Oui

En quoi ce projet présente-t-il un caractère innovant ?

L'innovation majeure de ce projet réside dans la création d'un continuum de soin inédit qui dépasse l'opposition classique entre l'accompagnement numérique et l'intervention de terrain.

Le caractère innovant repose d'abord sur la levée du verrou de l'interconnaissance, obstacle majeur en milieu insulaire, grâce à une architecture de soin déterritorialisée. Tandis que les équipes de sensibilisation assurent un ancrage local ponctuel, l'écoute professionnelle est assurée à distance par des intervenant·es extérieur·es au territoire. Ce soutien repose sur des dispositifs d'accompagnement gratuits, anonymes et sécurisés, privilégiant le format écrit via deux plateformes dédiées : commentonsaime.fr (pour les 15-30 ans) et premieresfois.fr (pour les 10-14 ans). Ce premier lien par tchat peut être prolongé par un service de visio-consultation, permettant d'approfondir l'accompagnement selon les besoins de la personne. Ces dispositifs, animés par des psychologues, juristes et travailleur·euses sociaux·ales, permettent une mise en relation immédiate, particulièrement adaptée aux usages des jeunes. Cette modalité garantit ainsi un anonymat et une confidentialité que les structures classiques ne peuvent pas toujours offrir dans un contexte de fort contrôle social. Ce dispositif innove également par son recours à la médiation culturelle immersive comme levier de santé publique. À travers l'uchronie du Musée National du Patriarcat, le projet utilise le détour pédagogique et la fiction pour aborder les violences sexistes et sexuelles et la santé mentale sans stigmatisation. Cette approche permet de déplacer le sujet de l'intime vers l'observation critique, facilitant une prise de conscience des violences vécues et une libération de la parole en douceur. Enfin, l'intégration d'une stratégie d'influence numérique permanente transforme les réseaux sociaux en véritables portes d'entrée vers le soin. L'innovation ne se situe donc pas dans l'outil seul, mais dans l'articulation systémique de ces trois leviers — numérique, culturel et accompagnement — en "allant vers" les jeunes pour transformer une sensibilisation collective en un parcours d'aide individuel sécurisé. Conçu comme une infrastructure modulaire et reproductible, ce modèle propose une réponse globale et expérimentale aux problématiques de non-recours au soin dans les territoires ultramarins.

7. DESCRIPTION DE VOTRE PROJET - Diagnostic

Avez-vous déjà réalisé un état des lieux, une étude, un diagnostic sur l'existant ?

Oui

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet (enseignements issus d'un diagnostic ou d'une étude, problématiques rencontrées, contexte territorial,..)

La santé mentale des jeunes dans les Antilles est indissociable d'une exposition systémique aux violences sexistes et sexuelles. En Martinique et en Guadeloupe, les taux de violences intra-familiales sont 20% à 25% supérieurs à la moyenne hexagonale. À Saint-Martin, la prévalence des violences physiques et sexuelles touche une part alarmante de jeunes filles dès l'adolescence. À Saint-Barthélemy, nos échanges avec les acteurs locaux révèlent une vulnérabilité invisible liée à l'économie saisonnière : l'isolement social des jeunes travailleurs, les rythmes de travail épuisants et l'omniprésence du milieu festif favorisent des situations de soumission chimique (116 faits de VSS recensés annuellement sur l'île) et des comportements à risque souvent passés sous silence.

Ce constat est le fruit d'un diagnostic de terrain approfondi mené par En avant toute(s) entre février et mars 2026, venant compléter les enseignements de notre précédente étude terrain « Des ponts entre les territoires d'outre-mer et l'hexagone ». Dans le cadre de ce travail préparatoire, En avant toute(s) a consulté l'ensemble de l'écosystème institutionnel et associatif : DRAJES, Déléguées aux Droits des Femmes (DDFE), ALEFPA, Planning Familial, IREPS, France Victimes ou encore le mouvement Ni Poutas Ni Submissas, etc. Ces rencontres, croisées avec les données de notre étude, permettent de confirmer que 82% des structures locales constatent une hausse de la détresse psychique chez les 15-25 ans.

Pourtant, le besoin de soutien se heurte à des réalités territoriales qui entravent toute démarche de soin :

1. Le frein déterminant de l'interconnaissance : C'est le point de rupture majeur identifié sur les quatre territoires et confirmé par 100% des partenaires rencontrés. Dans des sociétés insulaires où "tout le monde se connaît", la peur d'être reconnue dans une salle d'attente ou que l'écouter·e soit un proche est le premier motif de renoncement. Le diagnostic souligne que pour 70% des jeunes interrogés lors de notre étude, la confidentialité réelle est perçue comme impossible dans les structures physiques classiques.

2. La normalisation des cycles de violence : Nos échanges avec les acteur·rices éducatifs, notamment le RSMA et les Bureaux d'Information Jeunesse, révèlent qu'un jeune sur trois en Martinique et Guadeloupe considère encore certaines formes d'emprise comme "normales". Ce manque d'outils de décryptage empêche les jeunes d'identifier leur propre souffrance comme légitime, retardant ainsi toute demande d'aide.

3. L'isolement des publics "hors radar" : À Saint-Martin et Saint-Barthélemy, le diagnostic met en lumière des populations totalement éloignées des dispositifs de

droit commun : mineur-es en errance, jeunes LGBTQIA+ confrontés à une double stigmatisation, ou saisonniers précaires. À Saint-Martin, l'absence de contenus traduisibles (anglais/créole) et adaptés constitue une barrière supplémentaire pour l'accès à l'aide, aux droits et aux soins.

4. Une offre de soin saturée et distante : Avec une densité de spécialistes 30% plus faible qu'en Hexagone et des délais d'attente en CMP dépassant parfois les 18 mois, le système local ne peut absorber la demande. L'éloignement géographique transforme chaque rendez-vous médical en un parcours logistique complexe.

L'analyse de ces enseignements territoriaux fait ressortir trois besoins vitaux restés sans réponse à ce jour :

1. Un besoin essentiel d'anonymat et de mise à distance : Pour libérer la parole, il est nécessaire de proposer un espace de soin qui s'affranchit du contrôle social local, garantissant que l'interlocuteur incarne une expertise extérieure, neutre et sécurisante.

2. Un besoin d'ancrage local et de relais de confiance : Les partenaires locaux insistent sur le fait qu'un dispositif numérique doit être soutenu par une présence physique ponctuelle, marquante et itinérante dans les établissements scolaires et les espaces déjà identifiés par les jeunes, afin d'incarner l'aide et de rassurer les professionnel·les relais.

3. Un besoin de communication territoriale et de débanalisation des violences : Il est crucial d'investir le quotidien numérique et les lieux de vie des jeunes pour proposer des outils de repérage qui parlent leur langage. Ce besoin de communication doit être relayé par des partenariats institutionnels, culturels et médiatiques solides pour transformer chaque acteur·rice local·e en un·e prescripteur·rice actif·ve du dispositif.

8. DESCRIPTION DU PROJET - Objectifs et actions

Objectif global

Garantir la santé mentale et l'intégrité des jeunes de Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy par l'expérimentation d'un continuum de soin innovant, articulant prévention numérique, médiation culturelle et sensibilisation éducative itinérante, et dispositifs d'accompagnement numérique anonymes déterritorialisés. La prévention numérique (OS3) agit comme le premier levier de visibilité pour normaliser le recours à l'aide. Elle amorce le terrain pour la médiation culturelle itinérante (OS2) qui, par le détour pédagogique du Musée National du Patriarcat, crée un climat de confiance physique et libère la parole sur les sujets intimes. Cette phase de mise en confiance facilite ensuite l'accès au dispositif d'écoute et d'accompagnement (OS1) via les tchats écrit et le service de visioconsultations, dont la déterritorialisation garantit l'anonymat indispensable au soin.

Objectif spécifique 1

Sécuriser le parcours de santé mentale des jeunes par un accès immédiat à un espace d'écoute et d'accompagnement gratuit, anonyme et déterritorialisé, permettant de contourner les freins liés à l'interconnaissance et de favoriser une sortie durable des cycles de violence.

Cet objectif répond à l'isolement géographique, à la saturation des structures locales et au fort contrôle social aux Antilles. Il lève les freins psychologiques (honte, crainte du jugement) qui entravent les démarches de soin en proposant une mise en relation immédiate avec des écoutant-es professionnel·les. Ce dispositif privilégie l'écrit et la visio pour faciliter la libération de la parole et la prise de conscience des situations de mal-être ou de violences. L'enjeu est de repérer les vulnérabilités pour assurer une orientation coordonnée vers le maillage associatif et médical de proximité.

Actions envisagées et résultats attendus correspondant à l'objectif spécifique 1

Le déploiement de cet objectif s'appuie sur l'expertise d'En avant toute(s), qui anime depuis dix ans le tchat commentonsaime.fr, fort de plus de 50 000 conversations. Après une phase d'amorçage réussie en Martinique dès 2024, le présent projet marque une étape d'expérimentation à grande échelle, visant à structurer un modèle fonctionnel et consolidable sur l'ensemble de l'arc antillais (Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy). Cette phase centrale du projet est conçue en synergie directe avec les autres objectifs spécifiques : la réussite du déploiement du tchat repose sur l'efficacité des actions de sensibilisation de terrain et de la stratégie de visibilité numérique. Comme souligné dans le diagnostic des besoins, c'est l'ancrage territorial ponctuel et la communication de proximité qui créent la confiance nécessaire pour que les jeunes s'emparent de cet outil de soin déterritorialisé.

L'action centrale consiste à maintenir et renforcer une permanence d'écoute accessible 6 jours sur 7, sur des plages horaires adaptées aux rythmes de vie des jeunes (du lundi au vendredi, de 5h à 19h, et le samedi de 5h à 16h, heure locale). Ce tchat est animé par une équipe pluridisciplinaire d'écouter·es professionnel·les issu·es du secteur psychosocial (psychologues, juristes, assistant·es socia·ux·les). L'innovation majeure réside dans la déterritorialisation des écouter·es : en garantissant que l'interlocuteur·rice est basé·e hors de l'île ou du quartier de l'usager·e, le projet restaure une confidentialité absolue. Les échanges s'ouvrent le plus souvent à partir de la vie quotidienne et relationnelle des usager·es — relations amoureuses, amicales, familiales ou professionnelles — ce qui constitue un point d'entrée accessible et non stigmatisant. Cette approche permet de faciliter la prise de parole, puis d'identifier, avec l'appui des professionnel·les, d'éventuelles situations de violences, de souffrance psychique ou de fragilité. Elle favorise ainsi une première prise de conscience des besoins et constitue une étape clé vers un accompagnement plus approfondi.

En complément, le projet déploie un service de visio-consultations. Ce format est conçu pour proposer un accompagnement personnalisé et sécurisant, favorisant l'expression orale, la clarification de situations complexes et la préparation de démarches concrètes. Pour de nombreux·ses jeunes, la visio-consultation constitue une première prise de parole à voix haute, souvent décisive dans la reconnaissance des violences subies. Enfin, le dispositif assure un rôle de pivot : chaque situation identifiée fait l'objet d'une orientation personnalisée vers le maillage d'associations et de structures de soin de proximité sur chaque île, créant ainsi un pont entre l'accompagnement numérique et le présentiel.

Les résultats attendus :

Le principal résultat attendu est l'augmentation significative et progressive du nombre de jeunes Antillais·es accédant à une première écoute professionnelle, avec l'ambition d'accompagner 900 bénéficiaires via le tchat sur les trois années du projet (soit 300 par an). Le tchat doit s'affirmer comme un espace privilégié de libération de la parole, capable de lever les freins liés à la honte, à la difficulté d'aborder des sujets intimes

dans des espaces institutionnels identifiés ou à la peur du jugement liée à l'interconnaissance territoriale. Grâce à l'expertise des écoutant-es, les jeunes qui ne se reconnaissent pas initialement comme victimes ou ayant besoin d'aide pourront conscientiser leur situation et sortir d'une approche culpabilisante.

Le service de visio-consultation doit permettre une stabilisation de l'état psychique et un renforcement du pouvoir d'agir des jeunes, avec un objectif de 180 consultations approfondies réalisées sur la durée de l'expérimentation. Le format à distance garantit un anonymat qui restaure la confiance, même dans des environnements où les violences sont fortement taboues. Le projet doit également aboutir à une amélioration de la fluidité des parcours : le tchat et la visio agiront comme un levier d'orientation vers les ressources locales spécialisées (juridiques, sociales, psychologiques), visant 360 orientations vers les partenaires de proximité. À terme, ce changement d'échelle permettra de normaliser le recours à l'aide numérique comme une solution de droit commun complémentaire aux dispositifs de terrain, garantissant une protection durable et une reconstruction pour les jeunes Antillais-es.

Objectif spécifique 2

Créer des portes d'entrée non stigmatisantes vers la parole et le repérage via des formats ludiques et immersifs, tout en renforçant les capacités locales d'orientation par la formation des professionnel·les et le développement de partenariats opérationnels. Cet objectif vise à instaurer un ancrage territorial fort. Le projet déploie le Musée National du Patriarcat, une exposition immersive qui imagine le patriarcat comme une époque révolue. Ce format décalé permet d'aborder de manière ludique des sujets complexes : stéréotypes de genre, et mécanismes de l'emprise. Cette médiation culturelle, déployée au musée et en milieu scolaire, agit comme un levier de santé publique permettant aux jeunes de légitimer leur demande d'aide. En complément, la formation des professionnel·les sécurise le repérage précoce de la détresse psychique.

Actions envisagées et résultats attendus correspondant à l'objectif spécifique 2

Le volet terrain repose sur le déploiement itinérant du Musée National du Patriarcat, qui constitue le temps fort de médiation territoriale du programme. Concrètement, le MNP invite le public dans une scénographie qui imagine le monde en 2135 : à travers des archives fictives, des objets du quotidien détournés et des dispositifs interactifs, le visiteur explore les mécanismes de l'emprise et les stéréotypes de genre comme des vestiges du passé. Ce concept d'uchronie produit une situation propice à l'orientation car il déplace le sujet de l'intime vers l'observation critique, permettant aux jeunes de s'identifier sans se sentir directement mis en cause. En proposant un cadre structuré et une narration déjà établie, le musée décharge les équipes éducatives de la difficulté de "briser la glace" sur des sujets sensibles. Il offre aux enseignant·es et encadrant·es un support pédagogique "clés en main" où le dialogue s'ouvre naturellement, facilitant ensuite le relais vers le tchat et la visio.

Le programme prévoit un déploiement d'une année adaptée : un format complet en Martinique et Guadeloupe, et un format hybride dans les îles du Nord, sur une période de sensibilisation active d'un mois (mi-octobre à mi-novembre) chaque année sur 3 ans. L'accueil des publics est au cœur du dispositif, avec l'organisation systématique de visites de classes de jeunes (collégiens, lycéens, étudiants) accompagnés par des médiateurs spécialisés. À Saint-Martin et Saint-Barthélemy, l'itinérance est pensée pour investir les lieux de vie et les quartiers prioritaires, garantissant que le dispositif devienne un outil de proximité pour les jeunes déscolarisés ou éloignés des institutions.

En complément de la présence fixe du musée, l'association déploie la tournée mobile « Comment on s'aime ». Cette action spécifique consiste à déplacer les équipes directement au sein des universités, des écoles et des établissements d'enseignement supérieur, collèges, lycées, CFA, pour aller à la rencontre des jeunes dans leurs lieux d'études et de vie quotidienne. Cette tournée est essentielle pour débanaliser des situations de mal-être souvent tues en créant des espaces de parole sécurisants et mobiles. Plutôt que d'aborder les violences de manière frontale, les médiateur·ices utilisent des supports ludiques — comme l'analyse des signes d'alerte dans une relation — et encouragent les jeunes à produire leurs propres messages de prévention.

Enfin, l'action sur le terrain intègre un volet de formation pour les professionnels de la jeunesse, de l'éducation et du monde économique. À Saint-Barthélemy, l'accent est mis sur le secteur hôtelier où les responsables des ressources humaines sont souvent en première ligne face à la détresse des jeunes saisonniers. En formant ces adultes de proximité, le projet renforce leur capacité à repérer l'emprise ou la souffrance psychique et à orienter immédiatement vers le tchat. Ce maillage territorial, validé par les structures rencontrées lors du diagnostic, garantit que l'impulsion donnée par le MNP et la tournée scolaire se traduise par une prise en charge durable, faisant du terrain la pièce maîtresse d'un continuum allant de la sensibilisation physique à l'accompagnement numérique.

Les résultats attendus :

Le principal résultat attendu est la création d'une dynamique de mobilisation capable de briser l'isolement des jeunes Antillais-es. Sur les trois années du projet, l'ambition est d'accueillir environ 6 000 visiteurs au sein du Musée National du Patriarcat. Fort de l'expérience parisienne (4 000 visiteurs en 10 jours) et martiniquaise en mars 2026 (en cours au moment de la rédaction), ce flux prouve la capacité du dispositif à générer de la fréquentation et de la visibilité médiatique, servant de catalyseur pour normaliser le recours aux dispositifs d'écoute.

Sur le plan éducatif et social, le projet vise la sensibilisation de 2 475 jeunes via les visites de classes organisées au musée et de 5 400 bénéficiaires via la tournée « Comment on s'aime » dans les universités et les quartiers. Parallèlement, la formation de 600 professionnels permettra de pérenniser le réseau de vigilance territoriale. La réussite sera validée par la fluidité du passage entre la sensibilisation physique et la conversion vers l'accompagnement numérique.

Objectif spécifique 3 (facultatif)

Normaliser le recours à l'aide en rendant les dispositifs d'écoute et d'accompagnement familiers, visibles et adaptés aux spécificités culturelles et linguistiques des jeunes dans leur quotidien numérique. Pour briser le silence là où l'interconnaissance freine la parole, le projet déploie une stratégie de communication d'influence continue agissant comme le moteur de visibilité du dispositif. En s'appuyant sur des créateur·rices de contenus locaux, l'association s'insère dans les usages médias spécifiques des Antilles pour présenter le tchat comme une ressource familière et accessible. Cette présence numérique constante transforme l'accès à l'aide en un réflexe du quotidien, garantissant l'anonymat par une expertise extérieure sécurisante qui oriente, si besoin, vers les services de santé appropriés.

Actions envisagées et résultats attendus correspondant à l'objectif spécifique 3 (facultatif)

La première phase consiste en une animation numérique continue dédiée à la sensibilisation sur Instagram, TikTok et Snapchat. L'équipe produit des formats pédagogiques (vidéos, motion design) traitant du bien-être relationnel pour instaurer une culture de la prévention. Cette phase inclut le suivi rigoureux de 12 partenariats avec des influenceur·rices locaux (3 par territoire). Le contenu est systématiquement adapté aux contextes locaux : à Saint-Martin, les messages privilégient des formats oraux et multilingues (créole, anglais) pour lever les barrières linguistiques. À Saint-Barthélemy, le numérique est investi comme le levier prioritaire pour atteindre les jeunes là où les formats présentiels familiaux sont peu investis. En Martinique et en Guadeloupe, les relais d'influence sont articulés aux actions de terrain pour renforcer la crédibilité locale du dispositif.

La seconde phase correspond à la campagne territoriale renforcée. À l'approche des interventions physiques, la communication numérique s'intensifie pour maximiser la visibilité des dispositifs d'écoute. Cette phase active mobilise simultanément les relais d'influence pour des prises de parole ciblées et déclenche des campagnes de publicité sponsorisée. La communication investit également l'affichage et la presse locale pour créer un écosystème d'information cohérent. L'enjeu est d'utiliser la puissance de diffusion du numérique pour rassurer les jeunes sur la confidentialité du service et les guider vers une première mise en relation sécurisée, en tenant compte des usages médias locaux souvent tournés vers des modèles numériques d'influence nord-américaine.

Les résultats attendus :

Le principal résultat attendu est la normalisation du recours à l'écoute et à l'accompagnement via les outils numériques. Sur les trois années du projet, l'ambition est d'exposer 75 000 jeunes (soit 25 000 par an) à ces campagnes de prévention. L'efficacité de la stratégie sera validée par la capacité des contenus à générer une visibilité massive sur les écrans des jeunes, avec un volume annuel estimé entre 500 000 et 1 million d'impressions.

Sur le plan qualitatif, le résultat final est la levée des barrières psychologiques liées à la peur d'être reconnu. En voyant des figures locales de confiance valider la neutralité et l'expertise du tchat, les jeunes s'autorisent à solliciter un soutien professionnel hors de leur cercle géographique immédiat. Le dispositif numérique s'installe ainsi comme un levier de sécurisation du parcours de soin, capable de capter une demande de soutien qui restait invisible, pour ensuite l'orienter de manière fluide vers les ressources de santé locales spécialisées.

Démarches de co-construction avec les jeunes

La co-construction avec les jeunes est fondamentale pour En avant toute(s). Créée par et pour des jeunes, l'association est majoritairement composée de membres de moins de 30 ans, garantissant une proximité générationnelle et une adaptation constante aux usages et aux codes de notre public. Cette démarche participative se déploie sur trois axes :

1. La co-création artistique et culturelle locale : Afin que les supports de sensibilisation reflètent fidèlement les réalités de chaque territoire, les œuvres et scénarios du Musée National du Patriarcat sont systématiquement adaptés et co-crésés avec des partenaires locaux et les jeunes eux-mêmes. À titre d'exemple, le déploiement actuel en Martinique s'appuie sur une collaboration étroite avec l'association Kap Caraïbe pour intégrer les enjeux spécifiques de l'île. Cette méthode permet de transformer un outil pédagogique en un miroir du réel, co-construit avec les acteur·ices qui vivent ces enjeux au quotidien. Cette dimension est renforcée par l'implication directe du milieu scolaire : au collège Mireille Choisy, le projet s'inscrit dans un parcours éducatif où les élèves participent activement à la création d'œuvres destinées à être exposées. Cette démarche fait du musée un outil pédagogique vivant, co-construit avec les adolescent·es. Cette logique de prévention précoce s'étend également aux écoles élémentaires Jules Ferry, La Jaudette et Pierre et Marie Curie, dont les élèves participent à des temps de sensibilisation adaptés, permettant d'affiner nos ressources pour les 10-14 ans. L'ensemble de ces partenariats crée une chaîne cohérente entre lieu culturel et médiation scolaire, transformant l'outil pédagogique en un miroir du réel.

2. Une stratégie d'influence incarnée par et pour les jeunes : Le pilier communication et influence du projet repose sur des partenariats avec des créateur·rices de contenus et influenceur·euses locaux·ales, jeunes et engagé·es. En leur confiant le relais de nos messages de prévention, nous intégrons la parole et l'esthétique des jeunes du territoire au cœur de notre visibilité. Cette collaboration permet de s'assurer que l'information circule via des relais de confiance, avec un ton et des formats qui correspondent à leurs habitudes de consommation de l'information, favorisant ainsi une appropriation naturelle du dispositif.

3. Une évaluation continue et transversale : La parole des jeunes et des professionnel·les est recueillie de manière systématique via des questionnaires d'impact distribués après chaque intervention. Cette démarche concerne l'ensemble des actions : parcours au musée, sensibilisations sur les campus universitaires, interventions scolaires ou formations de professionnel·les. Ces retours directs permettent d'ajuster les méthodes en temps réel. Cette culture de l'adaptation, héritée de l'histoire de l'association, garantit que le projet évolue selon les besoins exprimés par les usager·ères, transformant l'expérimentation en une réponse dynamique et non descendante.

9. DESCRIPTION DU PROJET - Présentation synthétique d'une action remarquable

Objectif spécifique

Déconstruire les mécanismes des violences sexistes et sexuelles et lever les freins psychologiques au recours à l'aide des jeunes par une approche culturelle itinérante et immersive grâce au Musée National du Patriarcat. Cet objectif vise à transformer une sensibilisation collective en une démarche individuelle vers le soin, en utilisant le détour pédagogique pour normaliser la parole sur les violences liées au genre et à l'orientation sexuelle, et sur la santé mentale. Il s'agit d'instaurer un cadre pédagogique bienveillant et sécurisant, agissant comme un préalable nécessaire pour faciliter le recours des jeunes aux dispositifs d'écoute et d'accompagnement d'En avant toute(s).

Action

Le Musée National du Patriarcat

Description synthétique de l'action sélectionnée 1/2

Le Musée National du Patriarcat est un dispositif de médiation culturelle itinérant fondé sur une uchronie : l'exposition se projette en 2135, dans une société qui aurait enfin atteint l'égalité réelle. Le musée est présenté comme un lieu de mémoire archéologique documentant une époque révolue — le patriarcat — dont il expose les rouages, les dominations et les violences comme des vestiges du passé. En analysant des objets, affiches et archives fictives de notre époque actuelle, les jeunes déconstruisent des mécanismes systémiques avec une certaine distance. Ce cadre immersif déplace le sujet de l'intime vers l'observation critique, et l'humour désamorçant la honte et le tabou. Le parcours, animé par des médiateur·ices, utilise le débat pour libérer la parole et légitimer le recours aux dispositifs d'écoute et d'accompagnement de l'association.

Description synthétique de l'action 2/2

Le Musée National du Patriarcat est le pivot de la médiation territoriale du projet. Son efficacité est éprouvée par le succès de l'édition parisienne (4 000 visiteurs en 10 jours) et son déploiement actuel en Martinique. Le programme prévoit un déploiement annuel adapté (octobre-novembre) : un format structuré en Martinique et Guadeloupe, et une version hybride dans les Îles du Nord. La mise en œuvre repose sur une coordination territoriale (0,8 ETP) dédiée à la logistique et au lien avec les sites d'accueil, ainsi qu'un pôle sensibilisation (1 ETP) chargé de l'animation des parcours et de l'ingénierie pédagogique. L'action vise à accueillir 6 000 visiteur·euses au sein du musée sur trois ans.

10. DESCRIPTION DU PROJET - Valeur ajoutée et spécificités du projet

En quoi ce projet présente-t-il une valeur ajoutée par rapport aux politiques publiques et/ou actions déjà développées sur le territoire concerné ?

La valeur ajoutée du projet réside dans sa réponse directe au défi de l'interconnaissance en milieu insulaire. Là où l'accès aux structures physiques peut être freiné par la crainte du regard social, ce dispositif hybride garantit un anonymat complet via le tchat et la visioconsultation. L'initiative pallie également le déficit structurel de l'offre de soins en santé mentale (3 à 5 fois moins de psychiatres qu'en Hexagone). Contrairement aux approches classiques, le Musée National du Patriarcat propose une médiation par la culture et l'humour, permettant une déconstruction systémique des violences sans dimension culpabilisante. Enfin, l'utilisation stratégique des réseaux sociaux et des codes numériques des jeunes permet d'aller vers eux sur leur propre terrain, plutôt que d'attendre une démarche spontanée vers les institutions.

Dans quelle mesure votre projet est-il complémentaire aux dispositifs existants ?

Le projet s'inscrit dans une démarche de coopération renforcée, validée par une phase de diagnostic et de rencontres partenariales menée en février et mars 2026 auprès des acteur·rices des territoires.

1. Une articulation opérationnelle avec les acteur·rices de santé et de protection : L'action s'articule avec l'ARS pour répondre au défi de la santé mentale, en proposant une solution numérique capable de pallier en partie le désert médical (seulement 1,5 ETP social à Saint-Barthélemy). Une collaboration étroite est établie avec la Maison des Femmes de Saint-Martin, et le collectif Restart pour intégrer diffuser le tchat dans le parcours de soin local. Cette complémentarité offre une écoute immédiate là où le foncier manque pour des structures physiques. En lien étroit avec la DEETS, la DRDFE et la déléguée du préfet à la politique de la ville, le projet assure une articulation entre les différents leviers de financement publics (FSE+, Dilcrah) pour garantir que l'accompagnement vers l'insertion et l'autonomie intègre systématiquement la prise en charge de la santé mentale.

2. Collaborations avec le secteur éducatif et les acteur·rices de la jeunesse : Le déploiement du Musée National du Patriarcat et de la plateforme premierefois.fr vient renforcer les dispositifs de l'Éducation Nationale, notamment la Cité Éducative et les référents « Non Au Harcèlement » (NAH). Les échanges avec les principaux de collèges et les CFA ont confirmé la valeur ajoutée de ces outils « brise-glace » pour libérer la parole des mineur·es. Le relais vers le tchat permet de maintenir un lien de confiance après l'intervention scolaire, offrant un filet de sécurité aux infirmières scolaires et aux acteurs de la CNE (Coordination Nationale de l'Éducation). Un lien étroit avec les chargés de vie étudiantes (chargé de mission au bien-être étudiant et à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur de Martinique et de Guadeloupe) qui coordonneront les actions au sein des campus universitaires.

3. Un maillage territorial avec le secteur associatif et social de proximité : L'ancrage local repose sur des partenariats opérationnels avec des piliers du territoire tels que l'ALEFPA, la Croix-Rouge, AIDES, et la Maison des Femmes France Victimes. À Saint-Martin, le projet compte travailler avec le service social territorial pour fluidifier l'orientation des usager·ères. En Guadeloupe, le dispositif répond aux défis identifiés avec le Planning Familial (Maternité Consciente), le réseau VIF dont Solidarité Femmes Guadeloupe et le CIDFF font partis, en proposant une alternative numérique aux infrastructures parfois dégradées. Pour l'adaptation culturelle, une collaboration est menée avec Kap Caraïbe (Martinique) afin d'inclure les problématiques spécifiques des jeunes LGBTQIA+ et des communautés lusophones, souvent isolées par la barrière de la langue.

4. Une innovation au service du monde économique et des publics invisibles : Enfin, le projet comble une lacune identifiée auprès des DRH d'hôtels de Saint-Barthélemy, de la SEM (Société d'Économie Mixte) et de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. En ciblant les jeunes saisonniers, l'initiative apporte une expertise sur les violences et

l'emprise que les entreprises ne peuvent gérer seules. La coopération avec la Gendarmerie (Maison de Protection des Familles - MPF) permettrait de sécuriser les protocoles de signalement. En intégrant ces outils sur le site de la Collectivité et en collaborant avec des créateur·rices de contenus locaux·ales, En avant toute(s) assure que l'information circule là où les institutions classiques sont parfois moins audibles.

11. DESCRIPTION DE VOTRE PROJET - Publics et territoires visés

Public(s) direct(s) visé(s)

Le projet s'adresse à l'ensemble de la jeunesse des territoires dès l'âge de 10 ans et jusqu'à 25 ans, sans distinction de sexe, bien qu'une attention particulière soit portée aux jeunes filles et aux personnes LGBTQIA+ en raison de leur exposition accrue aux violences. Ce public direct est principalement rencontré au sein du parcours éducatif classique : des collégien·nes et lycéen·nes, aux étudiant·es et apprenti·es des CFA.

Par ses actions d'itinérance et ses partenariats de proximité, le dispositif aurait également pour ambition de rejoindre des jeunes aux parcours plus fragiles, susceptibles d'être rencontrés au sein des quartiers prioritaires. Cela inclut notamment les jeunes NEET (ni en emploi, ni en études, ni en formation) ou les profils en situation de vulnérabilité issus de l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance) et de la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse). À Saint-Barthélemy, un volet spécifique cible également les jeunes saisonniers, souvent isolés de leurs réseaux habituels.

En complément, le projet s'appuie sur un second public direct constitué de 600 professionnel·les et adultes de proximité (personnel de l'Éducation Nationale, travailleurs sociaux de l'ALEFPA ou de la Croix-Rouge, et responsables RH du secteur hôtelier). L'objectif est de former ces acteur·rices au repérage précoce pour en faire des acteur·rices-ressources capables d'orienter les jeunes vers les dispositifs numériques d'En avant toute(s). Enfin, l'initiative s'adapte à la diversité des contextes en incluant les publics allophones (communautés lusophones et anglophones).

Estimation du nombre de bénéficiaires directs

15 555

Modalités d'identification, d'atteinte et de mobilisation du public direct

Le repérage et l'identification du public bénéficiaire s'effectuent prioritairement via le secteur éducatif. Le projet prévoit de sensibiliser chaque année 825 élèves au sein de 35 classes (collèges, lycées) et 1 800 étudiant·es via la tournée universitaire « Comment on s'aime », organisée dans les CFA et campus. Ce maillage est renforcé par la formation annuelle de 200 professionnel·les (enseignant·es, travailleur·euses sociaux·ales, DRH d'hôtels) qui agissent comme des relais de confiance pour identifier les situations d'emprise ou de détresse psychique.

L'atteinte des publics s'appuie également sur le Musée National du Patriarcat, temps fort du projet qui accueillera 2 000 visiteur·euses par an (dont 1200 jeunes estimés).

Enfin, l'objectif est d'accompagner 300 jeunes par an via les tchat commentonsaime.fr et premieresfois.fr. 60 visioconsultations sont visées avec des jeunes.

Public(s) indirect(s) visé(s)

La campagne numérique ciblée mobilisera 12 influenceur·euses locaux·ales (3 par territoire) pour diffuser des contenus pédagogiques, générant jusqu'à 1 million d'impressions et exposant 25 000 jeunes par an aux ressources d'aide. Cette démarche d'« aller-vers » est cruciale pour rejoindre les jeunes sur leurs propres terrains numériques.

Le projet repose également sur l'hypothèse d'un effet de démultiplication des messages de prévention au sein de la communauté. Il est ainsi supposé que chaque bénéficiaire direct sensibilisé·e ou accompagné·e pourra transmettre les ressources et informations reçues à au moins trois personnes de son entourage (2 jeunes et une personne adulte en moyenne), élargissant ainsi l'influence du dispositif de manière organique.

Le premier cercle indirectement touché serait constitué des familles. En favorisant la libération de la parole chez les jeunes, le projet est susceptible de déclencher des discussions au sein de la sphère privée. Cela pourrait permettre de sensibiliser des adultes de tous âges et horizons sociaux, y compris des parents éloignés des réseaux de prévention, contribuant ainsi à créer un environnement familial plus averti sur les enjeux de santé mentale et de violences.

Enfin, le rayonnement du Musée National du Patriarcat dans l'espace public laisse présager un impact sur les citoyen·nes des territoires (Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy). Ce public hétérogène, composé de personnes de tous niveaux d'études et situations professionnelles, pourrait bénéficier d'une prise de conscience globale.

Estimation du nombre de bénéficiaires indirects

121 665

Modalités d'identification, d'atteinte et de mobilisation du public indirect

L'identification et l'atteinte du public indirect reposent sur une diffusion organique activée par les bénéficiaires direct-es au sein de leurs cercles de confiance. Le repérage s'opère de « pair à pair », permettant aux messages de prévention d'irradier la cellule familiale et les groupes d'am-i-es. L'atteinte de ce public est facilitée par la viralité du bouche-à-oreille et par l'installation du Musée National du Patriarcat dans l'espace public. Ce dernier, en tant qu'outil de médiation ouvert à toutes et tous sans distinction, suscite la curiosité des familles et des passant-es sans démarche préalable de leur part.

Stratégies de levée des freins à la mobilisation des bénéficiaires directs

La mobilisation des bénéficiaires pourrait se heurter à une certaine méfiance vis-à-vis du numérique, alimentée par la crainte que l'anonymat ne soit pas garanti ou que les échanges puissent être interceptés. Pour anticiper ce risque, le projet prévoit de communiquer considérablement sur la sécurisation des outils afin de s'assurer que cet aspect ne constitue en aucun cas un frein à l'engagement. Cette stratégie de réassurance mettrait en avant le respect strict du RGPD, garantissant ainsi que chaque message ou consultation reste strictement privé et protégé.

Par ailleurs, une limite structurelle pourrait résider dans la prédominance de l'oralité au sein des cultures locales, rendant l'usage exclusif du tchat écrit potentiellement intimidant pour certain-es. L'hypothèse retenue pour contourner cet obstacle repose sur l'accès facilité à la visioconsultation. Ce format permettra de privilégier l'échange verbal tout en rassurant les bénéficiaires par le recours à des professionnel·les situé·es hors du territoire.

Stratégies de levée des freins à la mobilisation des bénéficiaires indirects

N/A

Territoire(s) de mise en œuvre du projet

Le projet est déployé à l'échelle des territoires antillais, couvrant spécifiquement la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Echelle d'intervention territoriale

Inter-régionale

Informations annexes

Veillez à remplir et joindre l'annexe 1 "Public visé" (modèle fourni) à la fin de ce formulaire.

12. MISE EN OEUVRE - Pilotage et partenariats

Quel est le nombre de partenaires engagés ou pressentis au sein du projet ?

9

Nom du partenaire

Union des Femmes de Martinique

Type de structure

Association

Rôle des partenaires dans la conception du projet

Afin de renforcer l'ancrage territorial et la fluidité des parcours d'accompagnement, une convention partenariale a été signée avec l'Union des Femmes de la Martinique (UFM). Ce partenariat stratégique vise à faciliter les collaborations opérationnelles entre nos structures et à optimiser l'orientation des bénéficiaires. Dans ce cadre, l'UFM intégrera directement sur son propre site internet un accès au tchat commentonsaime.fr, permettant ainsi aux usagères et usagers de leur plateforme de bénéficier d'une passerelle immédiate vers le dispositif d'écoute et d'accompagnement d'En avant toute(s).

Au-delà de cette passerelle numérique, ce partenariat prend une dimension concrète et inclusive sur le terrain : les jeunes femmes accompagnées par l'UFM participent activement à la vie du Musée National du Patriarcat en assurant la tenue, l'animation et les visites guidées de l'exposition. Cette implication directe constitue un levier puissant pour la santé mentale de ces femmes, en favorisant la reprise de confiance en soi et le sentiment d'utilité sociale. En devenant actrices de la médiation culturelle, elles développent des compétences transversales essentielles à leur insertion professionnelle, tout en incarnant auprès du public la réalité des parcours d'émancipation qu'En avant toute(s) soutient.

Rôle du partenariat

Appui à la mise en place d'actions

Etat du partenariat

finalisé

Nom du partenaire

Kap Caraïbe

Type de structure

Association

Rôle des partenaires dans la conception du projet

Dans la même dynamique, une convention partenariale a été établie avec l'association Kap Caraïbe afin de renforcer le maillage territorial et l'accessibilité des ressources. Ce partenariat permet la diffusion du tchat commentonsaime.fr auprès de leurs publics, ainsi qu'une collaboration opérationnelle étroite incluant le partage de locaux. Cette mutualisation permet l'accueil d'une écoutante locale au sein même des locaux de Kap Caraïbe. Kap Caaïbe collabore aussi avec En avant toute(s) afin de co-crée des oeuvres adaptées au réel martiniquais dans le cadre du Musée National du Patriarcat.

Rôle du partenariat

appui à la mise en oeuvre

Etat du partenariat

finalisé

Nom du partenaire

Université des Antilles (UA) - Guadeloupe

Type de structure

Université

Rôle des partenaires dans la conception du projet

Le partenariat avec l'université, via la chargée de mission vie étudiante, permet d'inscrire le projet dans les espaces fréquentés par les jeunes et d'organiser des événements sur le campus autour des dispositifs de la tournée Comment on s'aime, en lien direct avec les problématiques de souffrance étudiante, de violences et de santé mentale déjà identifiées dans l'enseignement supérieur. Ce partenariat donne ainsi au projet un ancrage fort dans le milieu universitaire et permet de faire le lien entre sensibilisation, repérage et accès aux outils numériques d'En Avant Toutes.

Rôle du partenariat

Mise en place d'actions

Etat du partenariat

Engagé

Nom du partenaire

Soroptimist International Riviera Sud Pointe-à-Pitre

Type de structure

Association

Rôle des partenaires dans la conception du projet

Le partenariat avec le Soroptimist International Riviera Sud Pointe-à-Pitre complète cette dynamique en apportant une capacité de mobilisation d'un public jeune plus large, au-delà du seul cadre universitaire. La présentation des dispositifs d'écoute et d'accompagnement devant plus de 100 jeunes, avec un QR code dédié, permettra non seulement de renforcer la sensibilisation, mais aussi de mesurer de manière fine l'usage territorial du tchat et de la visio à partir d'une action localisée. Ce partenariat facilite en outre un relais vers la Maison des adolescents de Guadeloupe, ce qui renforce la cohérence entre sensibilisation, orientation et maillage territorial. Ensemble, ces partenariats permettent donc d'articuler ancrage étudiant, diffusion large, mesure d'impact et relais vers les structures locales.

Rôle du partenariat

Mise en place d'actions

Etat du partenariat

Engagé

Nom du partenaire

ALEFPA

Type de structure

Association

Rôle des partenaires dans la conception du projet

L'ALEFPA est engagée comme partenaire pour la co-organisation des temps événementiels liés au Musée National du Patriarcat, mais aussi pour le déploiement de formats de sensibilisation plus mobiles dans les quartiers. Cette implication est particulièrement importante à Saint-Martin, un territoire où les échanges ont montré la nécessité de combiner un lieu identifiable et des actions de proximité pour atteindre les jeunes éloignés des dispositifs classiques. L'ALEFPA joue donc un rôle clé à la fois dans la médiation, la mobilisation des publics et l'ancrage local du programme.

Rôle du partenariat

Mise en place d'actions

Etat du partenariat

Engagé

Nom du partenaire

La Maison des Femmes de Saint-Martin

Type de structure

Association

Rôle des partenaires dans la conception du projet

Les échanges ont confirmé que la visio et le tchat répondent à un besoin réel de première entrée anonyme pour des publics "hors radar", avant une éventuelle orientation vers des structures locales. Dans ce cadre, la Maison des Femmes de Saint-Martin constitue un partenaire central. Son engagement permet d'articuler accueil, orientation et mise à disposition de locaux en vue d'organiser le musée. Sa fonction de guichet unique, en lien avec l'hôpital, la gendarmerie, les actions de prévention et les parcours de soins, renforce la continuité entre le temps fort culturel, les outils numériques d'accompagnement et les relais territoriaux de proximité. La complémentarité entre l'ALEFPA et la Maison des Femmes permet ainsi de relier action mobile, lieu ressource, médiation culturelle et orientation effective.

Rôle du partenariat

Mise en place d'actions

Etat du partenariat

Engagé

Nom du partenaire

Le Musée Wall House

Type de structure

Musée

Rôle des partenaires dans la conception du projet

Le Musée du Wall House est engagé comme partenaire pour la mise à disposition des locaux, l'appui à l'acheminement des œuvres, la coordination logistique avec le gestionnaire en vue du déplacement vers Saint-Martin, ainsi que l'aide à la scénographie. Ce partenariat est central, car il permet de sécuriser les conditions concrètes de déploiement du Musée National du Patriarcat tout en facilitant sa circulation dans une logique inter-îles.

Rôle du partenariat

Mise en place d'actions

Etat du partenariat

Engagé

Nom du partenaire

Le collège Mireille Choisi

Type de structure

Etablissement scolaire

Rôle des partenaires dans la conception du projet

Le collège Mireille Choisy complète cette dimension en inscrivant le projet dans un parcours éducatif directement lié aux adolescent·es. La création d'œuvres par les classes, la participation aux visites du musée et la sensibilisation des collégien·nes permettent de faire du musée non seulement un lieu d'exposition, mais aussi un outil pédagogique co-construit avec les jeunes. Cette implication est pleinement cohérente avec l'approche d'En Avant Toutes, fondée sur des formats participatifs et adaptés aux publics.

Rôle du partenariat

Mise en place d'actions

Etat du partenariat

Engagé

Nom du partenaire

Ecoles élémentaires Jules Ferry, La Jaudette et Pierre et Marie Curie

Type de structure

Etablissements scolaires

Rôle des partenaires dans la conception du projet

Les écoles élémentaires Jules Ferry, La Jaudette et Pierre et Marie Curie viennent prolonger ce partenariat dans une logique de prévention plus précoce. Leur participation aux visites du musée et aux temps de sensibilisation adaptés permet d'ouvrir un volet spécifique à destination des plus jeunes, en articulation avec les ressources conçues pour les 10-14 ans. L'ensemble de ces partenariats crée ainsi une chaîne cohérente entre lieu culturel, médiation scolaire au collège et sensibilisation au primaire, tout en consolidant la portée territoriale du projet.

Rôle du partenariat

Mise en place d'actions

Etat du partenariat

Engagé

PILOTAGE ET COORDINATION

Dans cette partie, précisez les éléments relatifs au pilotage et à la coordination du projet.

Pilotage

Le comité de pilotage opérationnel se réunit au minimum une fois par mois et rassemble l'ensemble des ressources humaines de l'association En avant toute(s) mobilisées sur le dispositif. Sa mission est d'assurer le suivi des indicateurs de performance, la coordination des actions de communication et la gestion du calendrier de déploiement des actions de sensibilisation.

Dans le cadre de la dimension artistique et pédagogique du projet, notamment pour la co-crédation des œuvres du Musée National du Patriarcat, des réunions préparatoires spécifiques sont mises en place avec les partenaires locaux, tels que l'UFM et Kap Caraïbe. Ces instances techniques permettent d'adapter les contenus aux réalités des territoires et de coordonner les modalités d'accueil physique.

Fréquence prévisionnelle des comités

Le comité de pilotage opérationnel se réunit au minimum une fois par mois

Association des acteurs

La mobilisation partenariale s'appuie sur une dynamique de collaboration déjà opérationnelle et éprouvée. Le projet repose sur des conventions partenariales déjà signées avec des acteurs structurants tels que l'UFM et Kap Caraïbe, garantissant un engagement formel et durable. Le déploiement actuel du Musée National du Patriarcat en Martinique constitue un premier succès concret (cf. pièces jointes), confirmant la pertinence de cette synergie et l'adhésion des acteurs locaux sur le terrain.

Afin de pérenniser cette mobilisation collective, des événements fédérateurs comme le vernissage du musée sont organisés pour réunir l'ensemble des parties prenantes. Ces temps forts visent à renforcer les synergies inter-associatives et à nourrir le dispositif par l'expertise et les diagnostics de terrain des partenaires locaux.

13. ENSEIGNEMENTS ATTENDUS

ENSEIGNEMENTS

Le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse vise à soutenir des dispositifs initiés dans un premier temps à une échelle limitée et mis en œuvre dans des conditions qui permettent d'en évaluer les effets dans l'optique d'une extension ou d'une appropriation par d'autres acteurs, dans son ensemble ou en partie. Le FEJ finance donc des expérimentations, des projets dont les enseignements sont tirés par l'évaluation. Les questions ci-dessous visent à identifier :

- les évaluations que vous auriez pu mener antérieurement et qui peuvent nourrir la réflexion
- les dimensions et résultats attendus de votre projet qui vous semblent les plus intéressants à évaluer dans le cadre de cette expérimentation. Ces derniers pourront être analysés par les équipes d'évaluation que nous finançons.

Votre projet a-t-il déjà fait l'objet d'une évaluation ?

Non

Enseignements attendus

En avant toute(s) s'appuie sur la réussite démontrée de ses méthodes en France hexagonale, où le Musée National du Patriarcat est devenu une référence en terme de médiation culturelle. Ce dispositif a prouvé sa capacité à mobiliser massivement : lors de ses précédentes éditions, il a réuni plus de 4 000 visiteurs physiques, majoritairement jeunes, et généré plus de 1,5 million d'impressions sur les réseaux sociaux. Soutenu par une couverture médiatique d'envergure dans plus de 20 titres de presse nationaux, ce concept a démontré son efficacité pour libérer la parole et déconstruire les tabous liés aux violences. En Martinique, le déploiement actuel du MNP confirme cet engouement, avec plus de 70 personnes présentes lors du vernissage du musée le 7 mars 2026.

Cette réussite s'étend également à la tournée universitaire Comment on s'aime en France hexagonale, dont le bilan de l'année 2025 marque une étape majeure dans la pérennisation et l'intensification du dispositif. En 2025, la tournée a connu une croissance exceptionnelle de 72,2 %, permettant de sensibiliser 2 417 étudiant·es lors de 22 dates réparties dans 15 villes différentes.

En complément de ces actions de terrain, le service de tchat et de visio-consultation sont techniquement opérationnels dans les Outre-mer. En 2025, le tchat commentonsaime.fr a ainsi accompagné 69 personnes résidant dans les territoires ultramarins, dont 29 à La Réunion, 24 en Martinique, 10 en Guadeloupe, 3 en Guyane et 3 à Mayotte. Ces premiers résultats sont encourageants mais restent le fruit d'une présence purement numérique, sans action concrète de proximité auprès des jeunes. Toute l'idée du projet est précisément de joindre la force du tchat et de la visio à une communication ciblée et à une présence terrain via la sensibilisation et le Musée National du Patriarcat. L'enjeu est de transformer cette offre technique en un réflexe d'utilisation massive, portée par une visibilité physique et une légitimité locale renforcée.

Parmi les résultats attendus, l'évaluation de la synergie globale du projet apparaît comme l'enseignement le plus crucial. Il semble particulièrement intéressant d'évaluer l'efficacité du continuum « aller-vers », c'est-à-dire la capacité réelle de la médiation culturelle et de la sensibilisation scolaire à agir comme un déclencheur pour lever les freins au recours à l'aide. Nous souhaiterions mesurer si un jeune sensibilisé lors d'un événement physique franchit plus naturellement l'étape de l'écoute professionnelle anonyme.

Potentiel de transférabilité et d'essaimage

Le projet présenté constitue en lui-même une démarche d'essaimage stratégique, puisqu'il adapte aux réels des Antilles des méthodologies qui ont fait leurs preuves en France hexagonale. Cette phase d'expérimentation a précisément pour objectif de stabiliser un modèle d'intervention « clés en main » pour les territoires ultramarins. Une fois consolidé, ce dispositif pourra être déployé vers d'autres géographies comme la Guyane, Mayotte ou La Réunion, bien que cela nécessite systématiquement une étude de terrain préalable et une adaptation fine des outils pour répondre aux réalités socioculturelles de chaque territoire.

Enfin, de nombreuses structures peuvent s'inspirer de ce continuum entre présence physique et accompagnement numérique. Ce modèle offre une alternative concrète aux institutions éducatives, à l'Éducation Nationale et aux collectivités territoriales pour innover dans leurs politiques de prévention. En utilisant des leviers culturels et ludiques comme porte d'entrée, d'autres acteurs associatifs ou publics pourraient ainsi lever les résistances des jeunes et réduire efficacement le non-recours à l'aide psychosociale.

Date de début

01 janvier 2026

Date de fin

31 décembre 2028

Calendrier prévisionnel

Phase 1 : Préparation, cadrage et lancement (T3 2026 – T4 2026)

Cette phase initiale pose les bases du projet. Elle débute par les rencontres avec les partenaires opérationnels et financiers, le cadrage et la validation du financement (Action 2.1). Parallèlement, le dispositif de tchat et des visio-consultations (Action 1.1) est pleinement déployé et cela tout au long du projet. Un travail de production artistique (Action 2.5) est lancé pour adapter les supports du Musée National du Patriarcat (MNP) au réel local. Dès les mois d'octobre et novembre 2026, les équipes effectuent leur première mission sur place pour initier le maillage partenarial et lancer les premières dynamiques de terrain.

Phase 2 : Réalisation des actions et présence terrain annuelle (2026 - 2027 - 2028)

Chaque année, la mobilisation s'intensifie lors d'un temps fort physique en octobre et novembre, période durant laquelle les équipes sont présentes sur chaque territoire pour une durée de deux à trois semaines, pour :

- La sensibilisation directe : Réalisation des ateliers dans les écoles, collèges et lycées (Action 2.3) et de la tournée COSA dans les universités (Action 2.4).
- Le Musée National du Patriarcat : Ce bloc d'actions groupées comprend l'installation du Musée (Action 2.6), le vernissage (Action 2.7), l'ouverture au public et aux classes (Actions 2.8 et 2.9) et se conclut par une soirée artistique de clôture (Action 2.10).
- Le renforcement local : La formation des professionnel·les (Action 2.2) est réalisée durant ces missions pour pérenniser les capacités d'orientation. En soutien, le recrutement d'influenceurs (Action 3.1) et les campagnes de communication (Action 3.2) sont synchronisés avec ces venues pour maximiser l'impact.

Informations annexes

Veillez à remplir et joindre l'annexe 3 "Calendrier prévisionnel" (modèle fourni) à la fin de ce formulaire.

14. BUDGET ET SUBVENTION DEMANDEE

Budget total du projet

1 635 000

Rappel

Les projets présentant un budget global inférieur à 30 000 euros ne seront pas considérés comme éligibles.

Rappel

La contribution du FEJ ne peut excéder 80% du budget prévisionnel dans les départements et régions d'Outre-mer ainsi que dans les territoires de la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna et la Nouvelle-Calédonie.

Les candidatures qui ne respecteront pas cette modalité ne seront pas instruites.

Subvention FEJ demandée

420 000

Répartition des financements

Pour remplir les informations suivantes, vous pouvez vous reporter à l'annexe budgétaire que vous avez renseignée.

Répartition des financements : cofinancement

486 000

Répartition des financements : financements propres

144 000

Répartition des financements : contributions volontaires

135000

Répartition des financements : autres sources de financements

450000

15. DOCUMENTS A JOINDRE OBLIGATOIREMENT**Documents**

Veuillez joindre les documents listés ci-après.

Attention, les candidatures qui ne comporteront pas les documents demandés ne seront pas instruites.

Les documents à joindre sont:

- Un avis de situation au répertoire SIRENE (A compléter dans le formulaire)
- Annexe 1 - Public visé (modèle fourni ci-dessous)
- Annexe 2 - Budget prévisionnel pluriannuel du projet (modèle fourni ci-dessous)
- Annexe 3 - Calendrier prévisionnel (modèle fourni ci-dessous)
- Engagement sur l'honneur signé par le responsable de la structure ou par son représentant légal (modèle fourni ci-dessous)
- Derniers comptes annuels approuvés (bilan , faisant apparaître clairement l'actif circulant dont les disponibilités, et comptes de résultat) ou à défaut remplir le Tableau Excel fourni
- Copie de la parution au Journal Officiel ,
- Attestations de contribution signées par les co-financeurs, déclarations d'intention de contribution des co-financeurs
- Curriculum vitæ du responsable de la structure et des membres de l'équipe « projet »
- tout autre document considéré utile pour l'analyse du dossier de candidature (références, documents de présentation, etc.).

Annexe 1 - Public visé

- Annexe 1 - Public visé-APDOM8..xlsx

Annexe 2 - Budget prévisionnel pluriannuel du projet

- Annexe 2 - Budget_Previsionnel -APDOM8...xlsx

Annexe 3 - Calendrier prévisionnel

- Annexe 3 - Calendrier prévisionnel - APDOM8..xlsx

Engagement sur l'honneur signé par le responsable de la structure (ou par son représentant légal)

- Engagement sur l'honneur- APDOM8.docx.pdf

Derniers comptes annuels approuvés (bilan, faisant apparaître clairement l'actif circulant dont les disponibilités, et comptes de résultat) - A DÉFAUT REMPLIR LE TABLEAU EXCEL TÉLÉCHARGEABLE

- Rapport CAC 2024_En avant toute(s) (2).pdf

Derniers comptes annuels approuvés (bilan, faisant apparaître clairement l'actif circulant dont les disponibilités, et comptes de résultat) - A DÉFAUT REMPLIR LE TABLEAU EXCEL TÉLÉCHARGEABLE

Les collectivités territoriales, les établissements d'enseignement publics ou privés, couvrant l'ensemble des niveaux de l'enseignement élémentaire à l'enseignement supérieur, ainsi que les établissements publics de santé ne sont pas tenus de joindre leurs derniers comptes annuels approuvés.

Copie de la parution au Journal Officiel

- Parution au JO_En avant toute(s). (1).pdf

Avis de situation au répertoire SIRENE

- SIRET_En avant toute(s) (1).pdf

Statuts de la structure

- Statuts de l'association_En avant toute(s) (2).pdf

Attestations de contribution signées par les co-financeurs (ou déclarations d'intention)

- Attestations de contribution.pdf

Curriculum vitæ du responsable de la structure et des membres de l'équipe « projet »

- CV de l'équipe projet.pdf

Autres documents

- Photo Musée National du Patriarcat à la Martinique - crédit Adeline Rapon.pdf

16. DOCUMENTS UTILES

Documents de l'appel à projets

Pour mémoire, vous trouverez ci-dessous les documents de l'appel à projets (cahier des charges et règlement relatif aux modalités d'attribution des subventions d'expérimentation du FEJ).

Ces documents ne sont ni à remplir ni à joindre.

Cahier des charges "Agir en faveur de la santé mentale des jeunes ultramarins"- APDOM8

Règlement relatif aux modalités d'attribution des subventions d'expérimentation du FEJ

Annotations privées

Grille d'instruction des dossiers "APDOM8"

Modalités d'instruction des dossiers

Vous êtes membre du jury de pré-sélection de l'appel à projets "APDOM8".

A ce titre, vous devez émettre une appréciation sur l'ensemble des dossiers qui vous ont été affectés.

L'instruction des dossiers est réalisée à l'aide de la grille d'analyse que vous retrouverez dans le "corps" de cette annotation privée.

La grille d'analyse des dossiers est composée de 3 grandes parties :

- 1- La présentation du projet,
- 2- l'organisation du projet,
- 3- Le financement du projet

1. Présentation générale du projet

Modalités d'appréciation des projets

Les membres du jury veilleront à apprécier chacun des "items" en leur attribuant une note de A à C.

A: le candidat répond aux critères de manière satisfaisante

B: le candidat répond partiellement aux critères

C: le candidat ne répond pas aux critères ou de manière insatisfaisante

De même , les membres du jury veilleront à renseigner pour chaque "item" les points positifs, les points négatifs et les points à clarifier en séance.

Pertinence des objectifs et des axes stratégiques du projet au regard des attendus de l'appel à projets

Non communiqué

Identification du contexte et des besoins

Non communiqué

Niveau de structuration du projet (Axe1)

Non communiqué

Niveau d'innovation du projet (Axe 2)

Non communiqué

Synergie avec des dispositifs existants au niveau local et national

Non communiqué

2. Organisation du Projet

Pertinence du dispositif de gouvernance proposé et capacité de l'équipe de pilotage à piloter le projet

Non communiqué

Capacité à délivrer et exécuter le projet

Non communiqué

Qualité de la démarche d'auto-évaluation

Non communiqué

calendrier prévisionnel du projet

Non communiqué

3. Financement du projet

Budget prévisionnel

Non communiqué

Synthèse

Appréciation générale, points forts et points faibles du projet

Non communiqué

Avis sur la qualité du dossier

Non communiqué

Question(s) à soulever lors du jury de sélection

Non communiqué

Recommandations

Propositions d'adaptations éventuelles

Non communiqué

Messagerie

Email automatique, 12/03/2026 18:22

[Votre dossier n° 29773839 a bien été déposé (Appel à projets APDOM8- Agir en faveur de la santé m...)]Madame, Monsieur,Vous avez répondu à l'Appel à projets APDOM8- Agir en faveur de la santé mentale des jeunes ultramarins - Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ). Votre dossier n° 29773839 a bien été déposé.Cordialement,L'équipe du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Email automatique, 13/03/2026 00:01

[Votre dossier n° 29773839 va être examiné (Appel à projets APDOM8- Agir en faveur de la santé men...)]Madame, Monsieur,Vous avez répondu à l'Appel à projets APDOM8- Agir en faveur de la santé mentale des jeunes ultramarins - Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ). Votre dossier n° 29773839 a bien été pris en charge. Il est actuellement en cours d'instruction par nos services. Cordialement,L'équipe du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse